



DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL LORS DE LA RÉUNION À L'ÉLYSÉE DU 10 DÉCEMBRE 2018

La crise actuelle vient sans doute de loin et recouvre une dimension à la fois citoyenne, économique et sociale.

Je suis ici en tant que secrétaire général de la confédération générale du travail **Force Ouvrière**, porteur du mandat que m'ont confié les syndicats et de l'attente des adhérents ainsi que des salariés qui apportent leurs suffrages aux listes **FO** lors des élections professionnelles.

Tout en rappelant que « le mouvement syndical des travailleurs ne peut s'isoler dans la nation » et considérant « que le syndicalisme ne saurait être indifférent à la forme de l'État parce qu'il ne pourrait exister en dehors d'un régime démocratique », je m'exprimerai du point de vue des intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels des salariés.

FO a toujours dénoncé les violences, c'était le cas notamment lors des manifestations de 2016 dirigées contre la loi Travail, c'était encore le cas le 9 octobre dernier, et ce fut le cas ces derniers jours. Nous n'avons jamais attendu ni invitation ni consignes.

NOUS N'AVONS JAMAIS ATTENDU NI INVITATION NI CONSIGNES

Mais il faut aussi s'interroger sur les conséquences de la non écoute des syndicats. Le 9 octobre, à l'appel de **FO** notamment, plus de 160 000 manifestants s'étaient mobilisés. « Une manifestation après d'autres et avant d'autres » : fut, semble-t-il, la seule considération qui lui fut apportée.

Cette crise et le mouvement dit des « gilets jaunes » sont peut-être un nouveau symptôme d'un sentiment d'échec ou de démission du politique face à la domination des contraintes économiques et à la financiarisation insolente de l'économie.

Plus localement, ce mouvement exprime peut-être aussi la recherche de nouveaux liens sociaux face à

la disparition de ce qui fait société : l'emploi, dans un contexte de désindustrialisation et de désertification des territoires, les services publics, les commerces et lieux d'échanges, dans les centres-villes, les bourgs et villages ; et l'éloignement des lieux de débats et de décisions conséquence des réformes territoriales récentes.

A ce sujet, **FO** met en garde sur le recours à la numérisation. Autant le numérique est source de progrès, autant il ne peut se substituer au lien social au risque d'accroître la distanciation, l'isolement, l'anonymat et le sentiment d'abandon.

Le phénomène des réseaux sociaux sur le débat public doit interroger aussi sur ce que produirait une société du « tout numérique ».

INVESTIR POUR L'ÉGALITÉ ET LA FRATERNITÉ

FO appelle depuis longtemps à ce que cesse l'enchaînement sans fin des dites « réformes » de l'Etat et de la fonction publique, jamais évaluées, essentiellement guidées par la réduction de la dépense publique – terminologie qui devraient être bannies – pour lui substituer celle d'investissement de la nation pour l'égalité et la fraternité dont ont tant besoin nos concitoyens sur l'ensemble du territoire. Un débat doit s'engager sur les besoins aujourd'hui et sur les moyens et leur financement indispensables.

Le mouvement s'est déclenché autour du coût du transport et des taxes affectant les produits pétroliers. Il est, là, le symptôme des fins de mois difficiles et de l'incompréhension des politiques fiscales.

Nous avons été réunis au ministère du travail vendredi dernier. Nous le demandons d'urgence, il était temps, il faut faire en sorte qu'il ne soit pas trop tard. L'attente est forte sur le pouvoir d'achat des salariés, du privé et du public, ainsi que des retraités.